



une décennie de succès • échos des campagnes • avatar : les na'vi sont bien réels • le drame d'avatar se joue aujourd'hui en inde • un projet hydroélectrique français menace les Indiens isolés d'amazone • entretien avec alberto pizango, leader indien d'amazone péruvienne

## Survival International France

45 rue du Faubourg du Temple  
Paris 75010  
T 01 42 41 47 62  
F 01 42 45 34 51  
[info@survivalfrance.org](mailto:info@survivalfrance.org)

## Royaume-Uni

6 Charterhouse Buildings  
London EC1M 7ET  
T (44) 020 7687 8700  
F (44) 020 7687 8701  
[info@survival-international.org](mailto:info@survival-international.org)

## Italie

Casella postale 1194  
20101 Milan  
T (39) 02 8900671  
F (39) 02 8900674  
[info@survival.it](mailto:info@survival.it)

## Espagne

Calle Príncipe 12, Piso 3,  
Madrid 28012  
T (34) 91 521 7283  
F (34) 91 523 1420  
[info@survival.es](mailto:info@survival.es)

## Allemagne

Greifswalderstr. 4  
10405 Berlin  
T (49) 30 72 29 31 08  
[info@survival-international.de](mailto:info@survival-international.de)

## Pays-Bas

Van der Duynstraat 71  
1051 AT Amsterdam  
Pays-Bas  
T (31) 020-6860850  
[nw@survival-international.org](mailto:nw@survival-international.org)

## Etats-Unis

2150 Allston Way, Suite 280  
Berkeley  
CA 94704  
T (1) 510 981 1790  
[info.usa@survivalinternational.org](mailto:info.usa@survivalinternational.org)



## au sommaire

- 3** Une décennie de succès
- 4** Echos des campagnes
- 6** Avatar : les Na'vi sont bien réels
- 8** Françoise Oehlenschläger *Le drame d'Avatar se joue aujourd'hui en Inde*
- 10** Un projet hydroélectrique français met en danger les dernières tribus isolées d'Amazonie
- 12** Sophie Baillon *Entretien avec Alberto Pizango*
- 16** Livres et revues  
**Survival aide les peuples indigènes à défendre leur vie, protéger leurs terres et déterminer leur propre avenir**

## Une décennie de succès

**Voici les principales victoires que les peuples indigènes ont remportées depuis le début de ce siècle avec le soutien de Survival et de ses milliers de sympathisants.**

### Brésil - 2003 : la terre des Indiens awá protégée

Après 20 ans de campagne massive menée par Survival, les autorités brésiliennes ont démarqué et légalement protégé le territoire des Indiens awá, l'un des derniers groupes nomades du Brésil. Un juge a ordonné sa démarcation après avoir reçu des milliers de lettres de sympathisants de Survival.

### Inde - 2004 : les Jarawa ont le droit de choisir leur avenir

Le gouvernement indien a mis en œuvre une nouvelle politique en faveur des Jarawa reconnaissant leur droit de décider eux-mêmes de leur propre avenir. Survival avait mené campagne contre le projet gouvernemental visant à sédentariser les Jarawa des Iles Andaman dans des villages en dehors de leur forêt, projet dont les conséquences auraient été catastrophiques.

### Brésil - 2005 : le territoire de Raposa Serra do Sol est officiellement reconnu

Après une campagne d'envergure menée durant plusieurs années par le Conseil indigène du Roraima (CIR), Survival et de nombreuses organisations locales et internationales, le président Lula a officiellement reconnu le territoire indigène de Raposa Serra do Sol. Les Indiens luttent contre l'invasion constante de leur territoire par les éleveurs et les riziculteurs.

### Botswana - 2006 : les Bushmen remportent un procès historique

Les Bushmen, qui avaient été expulsés en 2002 de la Réserve du Kalahari central pour faire place à l'exploitation diamantifère, ont intenté un procès au gouvernement avec le soutien de Survival. Le verdict rendu en 2006 par la Haute cour du Botswana a confirmé leur droit de vivre sur leur terre. Survival faisait également pression sur la compagnie De Beers qui, renonçant à exploiter les gisements de diamants, s'est retirée de la réserve.

### Pérou - 2007 : le gouvernement suspend les activités pétrolières menaçant des Indiens isolés

Suite à la pression exercée par Survival et d'autres organisations, le gouvernement péruvien a suspendu les activités pétrolières dans certaines régions de l'Amazonie habitées par des Indiens isolés.

### La législation internationale en faveur des peuples indigènes se renforce

Durant cette décennie, les pays suivants ont ratifié la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux : l'Argentine (en 2000), le Brésil et le Venezuela (en 2002), l'Espagne (en 2006), le Népal (en 2007), et le Chili (en 2008).

# Échos des campagnes

## PARAGUAY

### Survival annonce le vainqueur du prix 'Greenwashing' 2010

La compagnie Yaguarete Porá S.A. a remporté le 'Greenwashing Award 2010' (prix du blanchiment écologique) décerné par Survival International en janvier dernier pour avoir tenté de faire passer la destruction d'une immense partie de la forêt des Indiens ayoreo-totobiegosode comme une noble action en faveur de la préservation de l'environnement. Les Totobiegosode déjà contactés condamnent fermement ce projet de 'réserve', dénonçant le fait qu'il viole leurs droits inscrits dans les législations paraguayenne et internationale. Ils revendiquent la propriété de ce territoire depuis 1993, mais la plus grande partie de celui-ci est toujours aux mains de propriétaires privés. A Madrid et à Londres, des militants ont manifesté devant les ambassades paraguayennes. A Paris, une lettre exprimant la vive préoccupation de Survival International pour les Totobiegosode a été remise à Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco. La forêt détruite par les éleveurs de bétail fait en effet partie d'une réserve de biosphère de l'Unesco et l'organisme international n'a toujours pas répondu aux revendications des Totobiegosode. Survival a relancé sa campagne épistolaire pour soutenir les Ayoreo-Totobiegosode.

## PÉROU

### Les régions les plus 'riches en biodiversité' d'Amérique du Sud menacées par le pétrole

De nouvelles recherches scientifiques établissent qu'une vaste région de l'Amazonie équatorienne et péruvienne est la plus riche en biodiversité de toute l'Amérique du Sud. Toutefois, cette région qui abrite quelques-uns des derniers peuples indigènes isolés au monde est très gravement menacée par la prospection et l'exploitation pétrolières. Repsol-YPF et Perenco prospectent dans cette région. L'organisation nationale des Indiens d'Amazonie péruvienne, AIDSESP, a fait appel aux tribunaux péruviens pour faire cesser les activités pétrolières dans cette zone. L'organisation a également porté plainte auprès

de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, la plus grande instance en matière de droits de l'homme d'Amérique latine.

## BRÉSIL

### GDF Suez en butte à la critique internationale

GDF Suez est arrivée au second rang du 'Public Eye Awards' 2010 décerné fin janvier à Davos qui récompense les entreprises les plus irresponsables du monde sur les plans social et environnemental. Une coalition d'ONG brésiliennes, françaises (dont Survival) et nord-américaines a adressé début janvier une lettre à Gérard Mestrallet, président de GDF Suez, dénonçant la participation de sa compagnie à la construction du barrage hydroélectrique controversé de Jirau, sur le rio Madeira, en Amazonie brésilienne (voir page 10).

### Le Sida frappe les Yanomami

La Fondation nationale de la santé brésilienne, FUNASA, a confirmé le premier cas de VIH/SIDA chez les Indiens Yanomami au nord du Brésil. Les Yanomami sont l'un des plus importants groupes indiens d'Amérique latine vivant dans un isolement relatif. Ils représentent aujourd'hui une population de 32 000 personnes réparties de part et d'autre de la frontière entre le Venezuela et le Brésil. La création, en 1992, du Parc Yanomami de 9,6 millions d'hectares au Brésil a permis à ce groupe de vivre paisiblement sur sa terre. Toutefois, près d'un milliard d'orpaillers travaillent encore illégalement sur leur territoire, polluant les rivières et la forêt et leur transmettant des maladies mortelles telles que la malaria, et probablement le VIH/SIDA.

### Découverte d'une tribu isolée en Amazonie

Un groupe d'Indiens jusque-là inconnu a récemment été découvert au sud-ouest de l'Amazonie. Selon les Indiens katukina, un groupe voisin, ils n'étaient pas agressifs et ont tenté de communiquer verbalement avec eux. Il est à craindre que les étrangers circulant dans la région ne leur transmettent des mala-

dies contre lesquelles ils n'ont aucune immunité. A l'occasion de précédents premiers contacts, de nombreux Indiens ont succombé à des maladies bénignes, telles que la grippe.

## COLOMBIE

### Les Nations Unies condamnent le recrutement d'enfants pour la guérilla colombienne

Un rapport de James Anaya, rapporteur spécial des Nations Unies sur les questions indigènes, rendu public le 8 janvier, exhorte les groupes armés de Colombie à cesser de recruter des enfants indiens pour servir leur cause. Les conflits armés ont entraîné de nombreuses morts, des déplacements forcés, une grave pénurie alimentaire et affectent particulièrement les femmes et les enfants indigènes qui sont l'objet de violences sexuelles et sont enrôlés de force dans les rangs des belligérants. Le rapport dénonce également l'inertie du gouvernement, l'injustice sociale, les méga-projets de développement et la politique de fumigation destinée à éradiquer les cultures illicites.

## KENYA

### L'expulsion des Endorois jugée illégale

La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a recommandé en février la restitution des terres de la tribu des Endorois du Kenya, suite à leur expulsion dans les années 1970 pour faire place à une réserve naturelle. Les Endorois sont des semi-nomades qui élèvent du bétail et des chèvres dans la vallée du Rift depuis des siècles. Au début des années 1970, la création de la Réserve nationale du lac Bogoria les a expulsés de leur terre. La réserve est maintenant un site classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Dans une autre région du Kenya, la tribu des Ogiek tente de faire reconnaître ses droits sur la forêt de Mau alors que le gouvernement recherche les moyens d'empêcher l'alarmante dégradation environnementale due à la déforestation et à la colonisation. Le premier ministre kenyan Raila Odinga a déclaré que les Ogiek ne seraient pas expulsés, ces derniers espèrent qu'il tiendra parole.

### Un barrage éthiopien menace les habitants de la vallée de l'Omo

Des manifestants se sont rassemblés dans quatre villes du Kenya début février contre la construction d'un barrage controversé qui menace la survie d'une centaine de milliers d'autochtones dans la vallée inférieure de l'Omo et autour du lac Turkana au Kenya. Une compagnie italienne a déjà achevé un tiers du barrage Gibe III. Selon des experts indépendants, le barrage perturbera la crue saisonnière de la vallée inférieure de l'Omo, anéantissant les forêts autour de la rivière et empêchant les peuples indigènes de la vallée de cultiver la terre. Plusieurs ONG ont formulé des requêtes auprès de la Banque africaine de développement, l'exhortant à ne pas financer le barrage. Survival a appelé le gouvernement éthiopien à geler le projet du barrage tant qu'une étude d'impact socio-environnemental indépendante n'aura pas été menée et que les peuples indigènes concernés n'auront pas été consultés.

## INDE

### Disparition de la dernière représentante d'une tribu andamanaise

La dernière membre d'une tribu des îles Andaman, en Inde, vient de disparaître. Boa Sr est décédée fin janvier, elle avait environ 85 ans et était la dernière locutrice de bo, l'une des dix langues andamanaises. Les Bo, qui vivaient dans les îles Andaman depuis 65 000 ans, étaient les descendants de l'une des plus anciennes cultures humaines de la planète. Boa Sr était la plus âgée des Grands Andamanais, qui ne sont plus que 52 aujourd'hui. A l'origine, divisés en dix tribus distinctes, les Grands Andamanais représentaient une population de 5 000 personnes avant la colonisation britannique des îles Andaman en 1858. La plupart ont été tués ou ont succombé aux maladies transmises par les colonisateurs.

### Les Dongria Kondh lancent un appel à James Cameron

Au nom de la tribu des Dongria Kondh, Survival a lancé le 8 février un appel à James Cameron, le réalisateur du film 'Avatar', dans le magazine américain

Variety. L'encart publicitaire incite le cinéaste à venir en aide aux Dongria Kondh, une tribu de l'Etat d'Orissa, dont l'histoire est singulièrement similaire à celle des Na'vi du film 'Avatar'. Comme les Na'vi les Dongria Kondh sont en danger, leur terre est sur le point d'être exploitée par une compagnie minière qui détruira les forêts dont ils dépendent (voir page 6).

## BOTSWANA

### Manifestations de Survival en faveur des Bushmen

Survival a organisé des manifestations le 3 février devant les enseignes Tiffany de cinq pays pour protester contre le financement, par la fondation de l'entreprise, de points d'eau destinés à la faune sauvage sur le territoire des Bushmen du Kalahari alors que ces derniers se voient refuser l'accès à leur propre source d'eau potable. Le gouvernement leur interdit d'utiliser, même à leurs propres frais, un puits qui a été délibérément condamné, les obligeant ainsi à parcourir 480 km aller-retour pour s'approvisionner en eau hors de la réserve. Les Bushmen ont entamé de nouvelles démarches judiciaires pour retrouver l'accès à leur puits. L'éditorial de Mmegi, l'un des plus grands quotidiens botswanais, a critiqué l'attitude raciste et le comportement antidémocratique du Botswana envers les Bushmen, dénonçant l'impitoyabilité d'un gouvernement qui s'évertue à ne pas respecter le pouvoir judiciaire.

## BANGLADESH

### Nouvelles violences dans les Chittagong Hill Tracts

Après une violente attaque de l'armée et des colons sur leurs villages le 21 janvier, des milliers de Jumma sont restés sans abri. Plus de 400 maisons tribales ont été réduites en cendres, deux temples bouddhistes, deux églises et une école ont été incendiés. Des milliers de Jumma ont dû fuir dans la forêt pour échapper aux soldats et aux colons. A la suite de cette attaque où au moins deux Jumma ont été tués par les militaires, des violences ont éclaté dans d'autres parties des Chittagong Hill Tracts. Plus de 60 maisons jumma ont été détruites dans la région de Khagrachari. L'Union européenne, qui a condamné ces attaques, appelle à l'ouverture d'une enquête indépendante et à ce que les responsables soient poursuivis en justice. Les organisations jumma et des ONG telles que Survival, Amnesty et la Commission des Chittagong Hill Tracts ont également condamné ces attaques et appelé à une enquête. Malgré l'accord de paix, signé en 1997 avec le gouvernement, dans lequel les Jumma avaient placé beaucoup d'espoir, les campements militaires sont toujours dans les Hill Tracts et la violence et la spoliation des terres continuent. Des manifestations pacifiques ont eu lieu au Bangladesh, en Inde, au Royaume Uni et en Australie, ainsi qu'à Paris le 6 mars, à laquelle Survival s'est associée (photo ci-dessous, © Survival).



# Avatar : les Na'vi sont bien réels

**'Avatar me rend heureux parce qu'il montre au monde ce que c'est que d'être Bushmen et ce que notre terre représente pour nous.'**

Jumanda Gakelebone, Bushmen du Kalahari, Botswana



Avatar est une fiction bien réelle. Comme les Na'vi, les peuples indigènes luttent pour défendre leur terre des compagnies qui convoitent leurs ressources. © DR

**A**vatar est un film de science-fiction, un drame futuriste qui se déroule sur une planète lointaine et imaginaire peuplée d'une tribu de créatures fantastiques à la peau bleue et aux oreilles félines. Les Na'vi vivent en parfaite symbiose avec leur environnement, sur leur terre ancestrale, une jungle luxuriante tapissée de mousses enluminées.

L'avenir de cet écosystème idyllique et la survie de la tribu sont menacés par des envahisseurs belliqueux qui convoitent les riches gisements d'unobtainium, un minerai rare, dont leur territoire regorge. Pour

les prospecteurs, les membres de la tribu ne sont que nuisance, ils sont des « sauvages » qui « entravent la bonne marche de leurs opérations » et des gens « hostiles » qui ont l'audace de défendre leur territoire et leur vie avec des flèches empoisonnées. Ils doivent s'en aller pour laisser place aux bulldozers. Et s'ils résistent, les envahisseurs les « frapperont fort ».

Ce film livre une vision à la fois féérique et tragique d'un peuple « écologique » confronté à la destruction de sa terre ancestrale et à son extermination imminente. Les Na'vi sont sur le point d'être gazés et mitraillés par d'avidés et impitoyables impérialistes disposant d'une armée de robots géants. Ce n'est bien sûr qu'une fiction.

Et pourtant, à plus d'un égard, ce film est bien réel. Si on oublie les lémuriens multicolores, les chevaux insolites et les guerriers androïdes, le drame d'Avatar se déroule sans interruption de nos jours sur notre planète.

Des forêts tropicales d'Amazonie aux taïgas glacées de Sibérie, les derniers peuples indigènes du monde – qui depuis des générations maintiennent un mode de vie presque totalement autosuffisant en se démarquant nettement du courant principal et de la société dominante – sont menacés de disparition. Comme les Na'vi, ils sont chassés des terres dont ils dépendent étroitement pour leur survie et où ils vivent en harmonie depuis des milliers d'années. Leurs terres sont spoliées par la colonisation, l'exploitation forestière, minière, pétrolière et convoitées pour toute une série de raisons lucratives. Comme les Na'vi, les peuples indigènes sont rarement consultés, fréquemment déplacés contre leur gré et, au pire, massacrés par des forces puissantes qui estiment que leur attachement à la terre est un frein à leur voracité.

L'expulsion forcée ou la destruction des terres est systématiquement accompagnée par la désintégration catastrophique d'un peuple. « Bien plus que le fusil, le moyen le plus sûr de nous tuer est



Un Dongria, Orissa © Jason Taylor/Survival

de nous séparer de notre morceau de Terre » dit Hayden Burgess un Indien d'Amérique du Nord. Tout comme pour les Na'vi, qui décrivent la forêt de Pandora comme « leur tout », pour la plupart des peuples indigènes, la vie et la terre ont toujours été profondément liées. Le territoire est le berceau de leur civilisation – source de nourriture et refuge, lieu de sépultures de leurs ancêtres et fondement spirituel de leur existence. Et, beaucoup plus important, il est l'héritage de leurs générations futures. « Nous les Indiens, sommes comme des plantes » dit un Indien guarani du Brésil. « Comment pourrions-nous vivre sans notre sol, sans notre terre ? »

Les peuples indigènes subissent également une forte discrimination d'un monde qui pense qu'ils sont primitifs et attardés parce qu'ils ont choisi de vivre différemment, parce qu'ils n'ont pas d'éducation formelle, parce qu'ils n'aspirent pas au mode de vie matérialiste des pays industrialisés et parce que souvent, comme ils le font depuis des millénaires, ils ne dépendent que de leur environnement naturel pour survivre. Une conception d'un autre âge, bien sûr, enracinée dans la croyance qu'il n'y a qu'une seule manière de vivre sa vie avec succès et que seules certaines sociétés ont progressé. Cependant une telle idéologie encourage et justifie le racisme, la violence, la spoliation et de redou-

tables violations des droits de l'homme. « Lorsque quelqu'un est assis sur quelque chose que vous voulez » dit Noam dans Avatar, « vous en faites votre ennemi. Alors vous pouvez justifier la violence ».

Cependant, nous détruisons les peuples indigènes à nos dépens. Beaucoup d'entre eux ont encore une vision holistique de la nature et considèrent l'humain comme une partie intégrante de la Terre. Pour eux, la nature a une valeur intrinsèque et pas seulement utilitaire ; elle n'est pas qu'une matière première à exploiter pour le profit. Et pour que la nature soit durable, une attitude soutenable va de pair avec sa préservation. « Nous ne sommes pas ici pour nous » dit Roy Sesana, un Bushman gana du Botswana, « Nous sommes ici pour nos enfants et les enfants de nos enfants ». Ce sentiment trouve un écho dans les paroles de Moan, le chamane d'Avatar lorsqu'il dit : « C'est notre terre, pour les enfants de nos enfants ».

Une telle conception du monde est loin d'être celle de gens « arriérés » ou « non civilisés ». Tandis que l'Arctique fond, que les océans montent, que les forêts brûlent et que le climat se réchauffe, il est absurde de mépriser la sagesse de ceux dont la vision à long terme du monde naturel s'est forgée grâce à un savoir millénaire.

Tandis que de fragiles écosystèmes sont massivement détruits, les peuples qui en

ont une grande compréhension sont également menacés, tels les Jarawa, qu'on suppose être arrivés dans les îles Andaman en Inde il y a 60 000 ans et dont les descendants habitent aujourd'hui les dernières forêts vierges du monde. L'une des meilleures manières de protéger ces fragiles écosystèmes devrait nécessairement passer par la reconnaissance des droits territoriaux des peuples indigènes. « Nous sommes ceux qui préservent les forêts de nos territoires comme nous l'avons toujours fait. Nous sommes ceux qui vivent dans la forêt et ceux qui prennent soin d'elle » proclament les Indiens ayoreo-totobiegosode du Paraguay dans une récente lettre adressée à leur gouvernement.

« Aidez-nous », supplie Moan dans Avatar, alors que les bulldozers géants détruisent sa maison et que les flammes ravagent sa forêt. La fin du film est néanmoins heureuse : les envahisseurs sont repoussés. Malheureusement, dans le monde « réel » les peuples indigènes n'ont pas cette chance, ils sont toujours opprimés, toujours menacés d'extinction. Et lorsqu'ils disparaissent, des savoirs millénaires, des langues, des technologies élaborées, des valeurs humaines et des visions originales du monde – tout ce qui constitue la diversité humaine – disparaissent avec eux. ■

# Le drame d'Avatar se joue aujourd'hui en Inde

**A**u nom des Dongria Kondh qui vivent sur les collines de Niyamgiri, dans un secteur isolé de l'Etat d'Orissa, à l'est de l'Inde, Survival International lançait, le 8 février 2010, un appel à l'aide au réalisateur James Cameron pour la reconnaissance de leur droit à vivre sur la terre de leurs ancêtres. Leur situation faisait étrangement écho à celle de la tribu des Na'vi, menacée par l'exploitation des ressources minières de leur terre sacrée, relatée dans son film Avatar.

La survie des Dongria Kondh est gravement menacée par un projet de mine à ciel ouvert sur les collines de Niyamgiri, destiné à alimenter en minerai de bauxite la raffinerie d'aluminium située en contrebas, et exploitée depuis 2006. La mine devrait à terme couvrir une surface de 750 hectares et sa durée d'exploitation est prévue sur une vingtaine d'années.

Le groupe minier Orissa Sud-Ouest, issu du *joint venture* entre la compagnie minière de l'Etat d'Orissa et Sterlite India, une filiale du groupe minier britannique Vedanta Resources, prévoit le démarrage des travaux d'ici quelques mois. Le projet minier a été autorisé en août 2008 par la Cour Suprême indienne, moyennant la mise en place de mesures de protection de l'environnement et de développement durable des communautés locales. Le ministère indien de l'Environnement et des Forêts a également donné « un accord de principe » en décembre 2008 pour la déforestation du secteur concerné. De plus, la compagnie minière envisage

d'étendre les capacités de production d'alumine de la raffinerie d'un facteur six, qui passeraient à six millions de tonnes par an. Cette extension est controversée en raison des atteintes à la santé humaine et à l'environnement de l'usine actuelle.

Les collines de Niyamgiri constituent, pour le peuple des Dongria Kondh, non seulement un lieu de vie, et ce depuis des générations, leur prodiguant les ressources



Appel à James Cameron publié dans *Variety*, magazine américain consacré à l'industrie du spectacle, le 8 février dernier: "Avatar est une fiction bien réelle. En Inde, la tribu des Dongria Kondh lutte pour défendre sa terre contre une compagnie minière déterminée à détruire sa montagne sacrée. S'il vous plaît, aidez les Dongria. Nous avons vu votre film, maintenant visionnez le nôtre."

naturelles nécessaires à leur survie (bois de chauffage, nourriture, eau, plantes médicinales...), mais ces collines sont aussi objet de vénération. Toute la culture de ce peuple est fondée autour de cette terre sacrée.

Au-delà de la question du « développement » de cette région isolée, se posent les violations des droits de l'homme par le groupe minier ainsi que ses manquements

au regard de la législation indienne sur l'environnement et les peuples indigènes.

Cette situation est d'autant plus insupportable que le groupe Vedanta Resources, côté à la Bourse de Londres, prône, par site internet interposé, un développement durable dans ses projets d'investissements. Il ne cesse de marteler que le projet minier sera bénéfique aux populations locales et nie toute atteinte à l'environnement.

Cette situation n'a rien d'exceptionnel. Elle traduit, une fois de plus, le mépris d'une multinationale, face à une communauté indigène « invisible », isolée, et expropriable pour des raisons exclusivement économiques.

Le rapport d'Amnesty International intitulé *Don't mine us out of existence - Bauxite mine and refinery devastate lives in India* paru en février 2010 montre sans appel que le groupe minier a manqué à ses obligations, notamment :

- en négligeant la qualité et le contenu des études d'impact environnemental nécessaires à l'obtention des permis d'exploiter (raffinerie et mine), en les limitant presque exclusivement aux aspects environnementaux minimisant les champs social et humain,
- en omettant de consulter et d'informer, en amont du projet, les communautés locales sur l'étendue et les conséquences du projet sur leur vie,
- en négligeant les mesures compensatoires en faveur des communautés

\* Ingénieur chimiste, diplômée en sciences de l'environnement, experte en étude d'impact environnemental.



Jeune femme dongria. © Jason Taylor/Survival

Le film 'Mine' produit par Survival sur l'impact de la mine est visible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.survivalfrance.org/films/mine>

locales concernées, requises par les autorités indiennes (perte des terres et des moyens de subsistance),

• en démarrant la construction du convoyeur de minerai sans autorisation préalable.

Ce rapport expose sans ambiguïté que les pollutions – de l'air, du sol, de l'eau, le bruit, les résidus miniers chargés en polluants divers – générées par la raffinerie depuis 2006, contribuent à causer des dommages graves à l'environnement et délétères pour la santé des populations exposées (12 villages situés à 150 mètres de la raffinerie pour les plus proches, et représentant une population de 4 000 à 5 000 personnes). Le décès de deux villageois riverains de l'usine, consécutif à une baignade dans la rivière proche Vamsadhara, a été rapporté en 2007.

Les autorités indiennes ne sont pas en reste. Elles n'ont pas su (ou pu) prendre les sanctions adéquates face aux infractions commises (droits humains bafoués, pollutions chroniques et accidentelles du

milieu résultant de l'exploitation de la raffinerie), alors que, pendant ce temps, les populations riveraines souffrent et la pollution du milieu naturel continue.

Malgré ce constat, des mouvements de contestation et de résistance sont en marche.

En mai 2009, les communautés locales ont saisi l'Autorité d'Appel indienne pour l'Environnement contre la décision de la Cour Suprême autorisant l'exploitation de la mine. Résultat : le ministère indien en charge des forêts a différé l'autorisation de déforester le site de la mine.

En février 2010, suite à une plainte déposée par Survival International pour violation des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, le gouvernement britannique a condamné Vedanta Resources pour manquement aux droits de l'homme dans le projet de construction de la mine de bauxite.

Sous l'action de Survival International toujours, plusieurs actionnaires dont

récemment l'Eglise anglicane, se sont retirés du capital de la compagnie minière au motif de non-respect des droits de l'homme.

Lors de la célébration annuelle du culte de la montagne sacrée, les 20 et 21 février 2010, les protestations se sont multipliées. Lodu, un Dongria Kondh, rapporte que « désormais les peuples de la région sont au courant et élèvent leur voix contre [ce projet]. Vedanta leur a tout pris. Ils sont devenus des mendiants ».

Evoquant le projet minier sur la montagne sacrée, un autre Dongria Kondh, interviewé par Survival International dans son film *Mine - Story of a sacred Mountain*, lance : « S'ils [Vedanta] prennent ces rochers, nous allons mourir. Nous allons perdre notre âme. Niyamgiri est notre âme. »

Devant cette catastrophe écologique et humaine imminente, la position du groupe minier et des autorités indiennes à l'égard des communautés locales est-elle encore tenable? ■

# Un projet hydroélectrique français met en danger les dernières tribus isolées d'Amazonie

Le groupe GDF-Suez a entrepris en 2008 la construction de l'un des plus grands barrages du Brésil. D'une capacité de 3300 MW, le barrage de Jirau, qui devrait entrer en exploitation d'ici deux ans, fait partie d'un programme controversé qui prévoit la construction de quatre centrales hydroélectriques dans le bassin de la rivière Madeira, un affluent de l'Amazone. Ce projet, le plus important d'Amérique latine à l'heure actuelle, s'inscrit dans le « Programme de croissance accélérée » lancé en 2007 par le président Lula : il représente plusieurs centaines de kilomètres carrés de retenue d'eau, dont 258 km<sup>2</sup> pour le seul barrage de Jirau ; il menace non seulement la diversité biologique et socioculturelle de la région, l'intégrité des territoires occupés par les peuples indigènes, les communautés riveraines et d'autres populations locales vivant dans la région du bassin de la Madeira, mais aussi la survie même de certaines des dernières tribus isolées du monde.

Principal affluent de l'Amazone, la Madeira est situé dans l'Etat du Rondônia, au nord-ouest du Brésil. Dans les années 1980, le Rondônia avait été dévasté par le gigantesque projet de colonisation Polonoroeste qui avait scandalisé l'opinion mondiale. Considéré comme l'un des pires désastres écologiques que la Banque mondiale ait jamais financé, ce programme a eu pour conséquence la disparition de plusieurs groupes indigènes et la destruction de plus de 25% des forêts de cet Etat en l'espace d'une décennie.

Formé par la confluence de trois rivières descendant des Andes, le Madeira s'étend sur 1 700 kilomètres et son bassin, réparti entre le Brésil, le Pérou et la Bolivie, couvre près d'un quart de la région amazonienne. Région d'une exceptionnelle biodiversité, le bassin de la Madeira, dont l'apport nutritionnel est indispensable au maintien de l'équilibre biologique des plaines inondables situées le long de son cours et de celui de l'Amazone, abrite plusieurs espèces de poissons et d'oiseaux, ainsi que de nombreuses espèces de mammifères menacées.

Le complexe de la Madeira ne fait pas l'unanimité. De nombreuses organisations de la société civile brésiliennes et internationales, ainsi que les communautés indiennes et les populations riveraines s'opposent farouchement à ce qu'elles qualifient de désastre humain et écologique.

Actuellement en cours de construction, le barrage de Jirau devrait déplacer des milliers de familles riveraines et affecter directement les tribus indiennes qui vivent dans le bassin de la Madeira, y compris plusieurs groupes d'Indiens isolés qui vivent à proximité du site de construction.

Domingo Paraintintin de la tribu paraintintin qui sera directement affectée par le barrage déplore : « Notre territoire est encore vierge. Nous espérons que ce projet sera stoppé, car ce sont nos enfants qui en subiront les conséquences. Ils n'auront plus assez de poissons, plus assez de gibier pour s'alimenter ».

« GDF-Suez ne tient pas compte de nos communautés tout comme il ne respecte

pas la rivière », a déclaré Océlio Munoz, un dirigeant local du Mouvement des Peuples Affectés par les Barrages : « Nos vies sont détruites par un modèle de développement qui traite le fleuve et la terre comme des marchandises ».

En dehors de son impact destructeur sur la biodiversité et les populations indiennes et riveraines, ce projet aura des conséquences catastrophiques sur les groupes d'Indiens isolés de la région. L'ouverture de routes de desserte locale favorisera la pénétration de colons qui, avec les ouvriers du barrage, prélèveront dans leurs zones de chasse et de pêche les ressources nécessaires à la survie de ces groupes et leur transmettront des maladies contre lesquelles ils n'ont pas, ou peu, d'immunité. Il est courant que la moitié d'un groupe isolé succombe à des maladies bénignes telles que la grippe ou la rougeole dans l'année qui suit son premier contact avec le monde extérieur.

La Funai, le département brésilien des affaires indiennes, a récemment rapporté que les Indiens isolés, qui vivent à une distance de 10 à 30 km du site de construction du barrage, s'enfuient, effrayés par le bruit des engins de chantier, vers une région exploitée par des orpailleurs avec lesquels la confrontation risque d'entraîner de violents conflits.

Ignorant certaines découvertes récentes<sup>1</sup> qui montrent que l'impact des barrages sur le réchauffement planétaire serait souvent plus important que celui des centrales à combustibles fossiles de

1. Voir « Methane Quashes Green Credentials of Hydropower » de Jim Giles paru dans *Nature* n° 444 du 30 nov. 2006



Les paisibles communautés riveraines de la Madeira seront englouties par les eaux du barrage. © Christian Poirier/Amazon Watch

puissance équivalente, les promoteurs de ce projet hydroélectrique mettent en avant son caractère « écologiquement positif » qui leur permettrait de combler les besoins croissants du Brésil en électricité, assurant ainsi son indépendance énergétique sans pour autant augmenter les émissions de gaz à effet de serre. On ne saurait « léser » 190 millions de Brésiliens au profit de quelques milliers d'Indiens, ou pour privilégier la survie de quelques centaines d'Indiens isolés – sans compter la préservation d'une biodiversité unique!

GDF-Suez qui, selon ses propres termes, est un « acteur responsable au Brésil » qui « s'implique dans de nombreuses actions de soutien aux populations locales et de protection de la biodiversité » et « présente la particularité de s'engager activement aux côtés des communautés qui sont impactées par ses projets d'infrastructure en apportant un véritable soutien matériel et humain aux populations avec lesquelles elle interagit » fait valoir que l'autorité environnementale brésilienne, l'IBAMA, a validé dès 2006 l'étude d'impact environnemental relative au complexe hydroélectrique.

Seulement, cette étude d'impact était de portée limitée. Elle s'est restreinte à l'impact local du projet sans tenir compte de ses conséquences sur les pays voisins, la Bolivie (qui a officiellement protesté contre le barrage) et le Pérou, qui partagent le bassin de la Madeira. Elle n'a pas

sollicité le consentement libre, préalable et informé des peuples indigènes comme le prévoient les législations internationales et nationales des pays concernés. Elle n'a pas tenu compte des preuves irrécusables de la présence de groupes d'Indiens isolés extrêmement vulnérables aux contacts avec le monde extérieur. Compte-tenu d'expériences antérieures désastreuses, la politique de la Funai consiste désormais à ne pas entrer en contact avec les Indiens isolés mais à leur octroyer un territoire propre, leur seule chance de survie.

Une étude d'impact appropriée aurait nécessairement dû tenir compte des risques associés à la perte d'accès aux ressources naturelles, dont les terres communautaires et les ressources en accès public (pêcheries, agriculture dans les plaines alluviales, produits d'extraction en milieu forestier), à l'interruption des transports fluviaux et aux inévitables relocalisations involontaires ou forcées. Les compensations ou indemnités consécutives, destinées aux familles directement affectées par la formation du lac d'alimentation du barrage, ont été nettement insuffisantes et reflètent bien les études d'impact incomplètes et partiales menées sur les populations riveraines.

GDF-Suez porte la responsabilité d'une série de violations du droit brésilien et du droit international, des lignes directrices établies par l'Association internationale de l'hydroélectricité et même des normes

mises en place par elle-même dans le domaine de la responsabilité des entreprises. Elle est également comptable de déforestations illégales (qui ont fait l'objet de sanctions de l'agence fédérale de l'environnement) et des conditions de travail inhumaines imposées aux travailleurs du chantier de construction.

Transposée bien au delà des « quelques arpents de neige » que Dieu – selon l'expression de Voltaire évoquant les terres improductives du Canada – aurait un jour abandonnés à Caïn, l'Amazonie qui est devenue l'un des plus hauts lieux de convoitise internationale, est soumise aujourd'hui à l'exploitation la plus destructrice de son histoire. Et notre responsabilité, en tant que contribuables, y est pleinement engagée. Le gouvernement français étant actionnaire à 36 % de GDF-Suez, nous cautionnons tous, non seulement la destruction d'une région d'une exceptionnelle biodiversité, mais surtout la disparition, plus que probable, de quelques-unes des dernières sociétés qui constituent une part essentielle de la diversité humaine. Les organisations de la société civile, qui tenaient le contre-sommet de Davos en janvier dernier, ont été bien éclairées de couronner GDF-Suez du Public Eye Award, un « prix de la honte » visant à dénoncer l'attitude irresponsable des compagnies multinationales envers les êtres humains et l'environnement. L'œil était dans la tombe et regardait Caïn. ■

# Entretien avec Alberto Pizango

**Sophie Baillon\* a rencontré le 25 janvier dernier à Managua Alberto Pizango, leader de l'AIDSESEP, l'organisation des Indiens d'Amazonie péruvienne, en exil depuis le mois de juin 2009 au Nicaragua. Suite à une mobilisation massive des Indiens d'Amazonie péruvienne contre une série de décrets ouvrant leurs territoires aux compagnies étrangères, les Indiens érigèrent le 9 avril 2009 des barrages sur les routes, les fleuves et les installations pétrolières au nord-est du Pérou. Le 5 juin, l'intervention des forces militaires et policières qui tentèrent de briser les manifestations près de Bagua, une ville située à 700 km au nord de Lima, provoqua de violents affrontements qui firent 34 morts et plus de deux-cents blessés (voir *Nouvelles 72*, juillet 2009). Alberto Pizango, alors à Lima, fut accusé des délits de rébellion, apologie de meurtre, sédition et conspiration et un mandat d'arrêt fut lancé contre lui. Il se réfugia à l'ambassade du Nicaragua et fut accueilli dans ce pays en tant que réfugié politique. Son mandat d'arrêt ayant récemment été converti en ordre de comparution, son retour au Pérou devrait être imminent.**

\* Sophie Baillon est chargée de communication à Survival International (France).

1. La Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail, adoptée en 1989, établit des normes relatives aux droits des peuples indigènes et tribaux.

*Que s'est-il passé le 5 juin 2009? Quelles sont les causes de cette mobilisation qui a conduit à votre exil au Nicaragua?*

Lors d'un congrès national, les Indiens péruviens décidèrent de se soulever pour protester contre les multiples abus dont ils sont encore victimes au Pérou. Pour ne prendre qu'un seul exemple, le gouvernement ne respecte absolument pas la Convention 169<sup>1</sup> qu'il a pourtant ratifiée il y a plus de 15 ans. C'est pourquoi nous avons initié un mouvement pacifique de protestation le 9 août 2008 pour faire respecter nos droits légitimes.

Nous n'en pouvons plus de l'intolérance du gouvernement, des gouvernements qui se sont succédé, qui entrent et se servent. C'est comme si quelqu'un pénètre dans ta maison et qu'il te prend toutes tes affaires. La goutte d'eau a été la promulgation des décrets ouvrant l'Amazonie aux compagnies étrangères. Les Indiens se sont mobilisés pour dire « Ça suffit ». Nous avons manifesté jusqu'au 20 août. Ce jour-là, deux décrets législatifs ont été abrogés tout en maintenant la commission parlementaire multipartite chargée d'évaluer les autres décrets législatifs tout aussi intolérables pour l'Amazonie et les peuples indigènes.

Au mois de décembre suivant, ils donnèrent les résultats de la commission parlementaire concluant que les décrets devaient être abrogés et pour ce faire, qu'il fallait les soumettre à une assemblée plénière. Je crois sincèrement que s'ils avaient abrogé ces décrets, rien de tout cela ne serait arrivé. C'est lamentable et je le regrette car personne ne souhaitait la

violence, encore moins les peuples indigènes. Ce à quoi nous aspirons c'est à la paix, à l'harmonie, au droit à la vie, parce que c'est de nous dont il s'agit. Sans être égoïstes, nous voulons libérer nos territoires, ici aussi bien que dans d'autres parties du monde. Les peuples indigènes ne luttent pas seulement pour leur bien-être personnel mais également pour la survie du monde. Nous savons bien ce que signifie le réchauffement climatique. Notre vision du monde va bien au-delà. Nos aînés nous disent : « Attention, des choses horribles vont se passer. Aujourd'hui, il faut que vous vous fassiez entendre ». Lors du 21<sup>ème</sup> congrès de l'AIDSESEP qui a eu lieu en décembre 2008, les Indiens ont déploré que le gouvernement continue à faire la sourde oreille. Les concessions pétrolières s'étendent de plus en plus au cœur des territoires indigènes où vivent également des Indiens isolés. Mais qui isole l'autre? Moi je dis que ce sont nos frères, qu'ils sont des gens autonomes qui jouissent de leur libre-arbitre et qui grâce à Dieu, ne connaissent pas cet asservissement à la société « civilisée ».

*Vous voulez dire qu'il y a de plus en plus de concessions?*

Effectivement! Et pas seulement depuis 2008. Cela remonte aux années 1990, 1980, 1970. Et nous avons prévenu le gouvernement. Lorsqu'il a abrogé les deux décrets, nous avons rencontré le président du Parlement et lui avons dit : « Regardez, monsieur le président, voici le rapport de la commission parlementaire recommandant noir sur blanc l'abro-

gation des décrets ». Mais c'est par volonté politique qu'ils ne le font pas.

*Puis en avril une deuxième mobilisation pacifique s'organise?*

Comme le gouvernement manquait à son devoir, tant les autorités législatives que le pouvoir exécutif, nous les Indiens, étions prêts à nous mobiliser à nouveau. D'accord, ai-je dit, manifestons, puisque je suis le représentant que vous avez élu. Je serai votre porte-parole et je ne vous trahirai pas. Le mandat que vous m'avez donné est un honneur et je m'y tiendrai.

Nous avons donc commencé à nous mobiliser le 9 avril. Nous avons dit au gouvernement : « Vous avez violé la Constitution et la Convention 169. Vos décrets sont anticonstitutionnels ». Le tribunal constitutionnel a statué. De nombreuses institutions nous ont donné raison. Le gouvernement et sa politique discriminatoire croit encore que les peuples sont manipulables, que nous ne réfléchissons pas et que nous, qui vivons en harmonie avec la nature, qui prenons soin du poumon du monde, ne sommes pas doués de raison.

Il n'a pas voulu nous entendre. J'étais le porte-parole de cette mobilisation des peuples indigènes : « Regardez, tous les peuples réunis ici. Vous ne pouvez pas dire qu'il en manque. Ils sont tous là. Ils se sont tous unis : des représentants de la société civile, des citoyens qui ont autant de droits que n'importe qui, se sont unis dans la lutte des Indiens pour sauver l'Amazonie qui est en train d'être mise à sac ». Ils n'en pouvaient plus, c'est pourquoi ils se sont mobilisés. Ainsi, ce jour tragique du 5 juin, ce qui n'aurait jamais dû arriver arriva, parce que, je le répète, c'est l'attitude du gouvernement, qui en envoyant les forces de répression, a provoqué le massacre. Et ce massacre restera dans l'histoire des peuples, qui demandaient seulement à ce que l'on respecte leur droit à la vie. Et malheureusement 34 péruviens sont morts. Ce sont les chiffres officiels. A titre personnel, on me



Le leader de l'AIDSESEP, Alberto Pizango, à Managua, 25 janvier 2010 © Sophie Baillon/Survival

condamne pour des faits que je n'ai pas commis.

*Où étiez-vous lors des événements de Bagua?*

Je n'étais pas à Bagua lors des événements et je n'ai pas mené la mobilisation. Je n'ai fait que répondre aux demandes des Indiens qui voulaient que ces décrets soient abrogés. C'est pourquoi lorsque le Premier ministre Simon nous a proposé de dialoguer, j'ai répondu le 15 mai que j'étais d'accord pour m'asseoir à la table des négociations, non pas pour discuter des décrets mais pour les abroger. Nous aussi, comme tous les êtres humains, nous aspirons au progrès, mais pas à celui qui détruit nos vies. Il fallait réagir. J'ai donc

proposé d'user de notre droit à l'insurrection, parce qu'il s'agissait d'un droit constitutionnel. Mais cette proposition a mal été interprétée par les autorités. Par « insurrection » nous les Indiens entendions mobilisation contre l'empiètement de nos territoires. Cette mobilisation n'était animée d'aucune volonté belliqueuse, elle ne visait qu'à montrer notre opposition à ces décrets hors-la-loi, en contradiction avec la Convention 169. C'est pour cela que j'ai été personnellement mis en cause.

*Et que s'est-il passé pour vous après Bagua, dans les jours qui suivirent, et comment avez-vous décidé de vous réfugier à l'ambassade du Nicaragua?*

Le 4 juin, lorsque les députés apristes [parti majoritaire] ont commencé à débattre au Parlement et ont finalement refusé l'abrogation du décret 1090, les Indiens ont dit : « Ils ne veulent pas nous entendre mais nous allons résister. Nous manifestons depuis 55 jours. Maintenant nous allons nous battre, c'est ce qu'ils veulent ». Si le gouvernement avait accepté de nous entendre comme des « rationnels » [les Blancs] et d'abroger les décrets, nous n'en serions pas arrivés là.

Donc ce jour-là, j'avais reçu l'appel de nos frères qui me demandaient « que faisons-nous? » Je leur ai répondu qu'il fallait nous retirer, que nous ne pouvions pas nous battre, que nous allions nous entre-tuer. Parce que si nous le faisons, nous

matin, ce fut horrible. Je m'apprêtais à me rendre à mon bureau de Lima : « Ils sont en train de nous tirer dessus. Le gouvernement a déclenché le massacre, écoute ». Je pouvais entendre les tirs à travers le téléphone. Je décidais d'organiser une conférence de presse, le massacre avait eu lieu, il y avait déjà beaucoup de blessés. A 7 heures, c'était déjà terminé. La conférence de presse a eu lieu à 9h. J'ai dit que le gouvernement était en train de massacrer les Indiens et que n'étant pas à Bagua, je regrettais d'être accusé d'avoir été l'instigateur de ce massacre, de l'avoir commandé ou encore d'autres calomnies. Quand je suis sorti de la conférence, on m'a annoncé qu'un mandat d'arrêt avait été émis contre moi. Que faire? Cela ne

nulle part où aller sauf chez moi. Et je n'ai rien planifié de ce qui s'est passé. Je n'ai rien mis en œuvre pour me retrouver ici au Nicaragua.

*Pourquoi ce pays plutôt qu'un autre?*

En réalité je m'apprêtais à retourner en Amazonie. Parce que là bas, j'aurais été protégé, je serais entré en territoire indigène. En cours de route on m'a prévenu que la police était sur mes traces, qu'ils étaient sur le point de me capturer. J'ai dû retourner à Lima, je suis passé à mon bureau et je me suis demandé « Que faire? S'ils doivent me capturer, qu'ils le fassent ». C'est ce que je me suis dit, je ne voulais pas fuir. Mais des proches compagnons m'ont dit : « Tu ne peux pas faire ça. S'ils t'attrapent, ils vont te tuer. C'est tout ce qu'ils savent faire. On va se cacher, il faut trouver ». Nous sommes sortis, ils m'ont accompagné dans une maison, je ne sais toujours pas chez qui j'étais. Le dimanche, soit deux jours après, ils m'ont dit : « On va te transférer dans un endroit plus sûr, car ici toute la zone est encerclée ». Ce n'était pas 10 personnes qu'ils avaient mis à mes trousses mais 1200 policiers, comme si j'étais le pire des délinquants. Tout cela pour avoir demandé la liberté de mon peuple. Le lundi, je me suis réveillé dans une autre maison. Les journaux en parlaient, un ministre a déclaré que nous étions des délinquants, il a dit des choses horribles sur nous. On m'a mis dans une voiture, je ne savais même pas qui étaient ceux qui m'accompagnaient, amis, ennemis? Mais je n'avais pas le choix.

Ils m'ont amené dans un garage, c'est tout ce que je sais, je serais incapable de dire où il se trouvait. Un autre homme est venu, il m'a demandé : « Tu es Pizango? » Et il s'est mis à pleurer. Il m'a dit, et c'est ce qui m'a le plus touché : « Mon frère, je crois en vous. Vous vous battez tous pour une cause juste et noble. Je vais te sortir de là. Je le fais parce que tu es innocent ». Je me demandais ce qui se passait. J'étais resté deux jours sans manger, je n'avais pas bu une goutte d'eau de toute la journée et je commençais à m'inquiéter. Je lui ai dit que je voulais sortir de là. « Non, si tu sors tu te rends et tu ne peux pas faire cela, tu n'as rien fait de

mal ». Et là j'ai compris à quel point notre vision du monde était différente. Chez nous, celui qui commet une erreur ne peut pas s'enfuir, il doit se rendre. Si tu commets un délit, personne ne viendra te sauver.

Il me quitte en me disant qu'il reviendra à 10h pour m'accompagner dans un endroit plus sûr. A 10h, personne, à 11h non plus. J'entendais les sirènes des voitures de police. Un chauffeur est arrivé et m'a demandé qui j'étais puis il m'a emmené dans sa voiture. C'est là que j'ai commencé à paniquer. Je ne savais plus quoi faire, caché au fond de la voiture, je ne pouvais rien voir, de peur qu'on ne me repère. J'entendais le chauffeur parler avec quelqu'un au téléphone : « J'arrive dans cinq minutes, prépare à manger ». Rien de plus. Nous sommes arrivés à un endroit où une autre voiture attendait. Une femme m'a dit de monter. Je suis monté et j'ai demandé : « Alors je suis libre? » « Oui tu es libre, il n'y a plus de problème. » Je ne savais rien de plus. Nous nous sommes arrêtés devant un bâtiment dans lequel on m'a fait entrer. Une fois à l'intérieur la femme m'a dit : « Bienvenue en territoire nicaraguayen, vous êtes ici en sécurité ». Nous étions à l'ambassade. Je n'avais rien demandé, je n'ai jamais demandé à m'exiler.

*Et depuis que vous êtes arrivé au Nicaragua, suivez-vous de près ce qui se passe au Pérou?*

Heureusement. Daisy Zapata [présidente intérimaire de l'AIDSESEP] et mes autres collaborateurs ont repris les rênes pour que le mouvement ne retombe pas. Nous avons plusieurs projets en cours et ils ne doivent pas s'arrêter. Je suis en contact régulier avec eux. Ce que je sais c'est que le gouvernement continue à rejeter la culpabilité sur les Indiens et les décrets ont seulement été suspendus. Le gouvernement veut toujours les mettre en application.

*L'Amazonie vous manque-t-elle?*

Je le dis en toute sincérité c'est ce qui me manque le plus. Je ne supporte plus d'être ici. Si j'avais commis un délit, si j'avais été à l'initiative de tout ceci, je ne serais

pas ici. Je ne suis pas un lâche, nous les Indiens ne cachons pas nos faits et gestes. Si nous commettons un délit, nous l'assumons. Cette situation juridique est une persécution politique! Car rien de tout cela n'est légal. Jusqu'à maintenant, malgré toutes les diffamations, le gouvernement n'a trouvé aucun argument juridique à mon encontre pour me poursuivre. Mon avocat a plaidé et a insisté sur le fait que je n'étais pas à Bagua le 5 juin, que j'étais à Lima. J'étais en pleine conférence de presse, comment aurais-je fait pour être à Bagua? Mais la police a affirmé m'avoir vu!

## **“Le gouvernement doit changer son attitude de revanche, de haine. La haine ne conduit qu'à la violence.”**

*Et ici, vous sentez-vous en sécurité?*

Ce que je veux, c'est ma liberté. Ici, je ne trouve pas la paix. Comme on dit : « Sors de chez toi et tu verras ce qui se passe ». C'est valable pour quelqu'un qui est libre, pour moi, c'est différent. Je suis hors de chez moi, hors de mon pays, hors de l'Amazonie, mais si on est poursuivi, on ne trouve pas la paix. Je ne suis pas heureux ici, je ne suis pas tranquille. Je veux rentrer chez moi. Mes compagnons Servando et Saúl – qui se sont également réfugiés au Nicaragua un mois après moi – ont reçu un ordre de comparution. On leur a changé leur mandat d'arrêt contre un ordre de comparution. Et pourquoi n'ont-ils pas fait de même avec moi? Cette situation équivaut à une persécution politique. Mais j'ai bon espoir que la situation évolue favorablement pour moi dans les prochaines semaines.

*Avez-vous un message à adresser à l'opinion publique?*

Depuis sept mois que je suis ici, j'ai eu le temps de réfléchir. En premier lieu, que nous sommes tous des êtres humains, qu'il n'y a qu'une seule espèce humaine et qu'il n'existe aucune race. Cette espèce humaine doit maintenant s'unir. S'unir pour reve-

nir à la vision du « bien vivre ». Parions sur un projet de solidarité si nous voulons continuer à vivre sur cette terre, sur cette planète. Je parle en tant qu'Indien et ce que je vois c'est que très bientôt tout ceci va s'effondrer si nous ne cessons pas d'être égoïstes. Nous devons nous défaire de nos vaines convoitises, de nos idées d'un pouvoir qui ne fait qu'opprimer. Si nous y parvenons, nous avons encore de bonnes années devant nous pour respirer.

C'est quand nous voulons nous approprier des biens de la planète que tout s'effondre. Et c'est pour cela que je veux dire au monde entier, aux sages, aux intellectuels, aux politiques, qu'ils ne peuvent plus rester à se taire, qu'ils doivent faire sortir la vérité. Ils doivent dénoncer que notre planète est à bout, qu'elle n'a plus de patience. Ils doivent crier haut et fort que nous sommes fatigués de tolérer tous vos caprices, et que maintenant nous allons agir.

Une fois rentré au Pérou, la première chose que je vais faire, c'est d'aller en Amazonie et parler aux sages là-bas. Car ils m'attendent. Je ne peux plus vivre à Lima, mais lorsque mon peuple m'a donné ce mandat, j'y suis allé et j'ai trouvé un grand chaos, et les sages me disaient à ce moment : « Vas-y et porte notre voix. Ce qu'ils ne disent pas, tu dois le faire connaître. Fais connaître et reviens ». Je crois avoir rempli ma mission, et c'est pour cela que je vous remercie de faire en sorte que cette voix soit portée au monde entier. Je remercie également tous ceux qui m'ont dit d'être courageux. J'ai accompli tout ceci et maintenant je vais retourner en Amazonie pour retrouver les miens et suivre cette vision indienne du « bien vivre », mais qui devrait aussi être celle de tous les êtres humains.

Je souhaite que le gouvernement péruvien soit plus humble. Il doit changer son attitude de revanche, de haine. Je crois que nous, les êtres humains, ne pouvons pas nous haïr. La haine ne conduit qu'à la violence, comme ce qui s'est passé le 5 juin dernier. J'espère que notre gouvernement comprendra que nous n'aspérons qu'à la paix et à la liberté, et cela n'a pas de prix. ■



Bagua, 5 juin 2009. Les manifestants indiens sont confrontés aux forces policières. ©Thomas Quiryren.

donnerions l'occasion au gouvernement d'exercer une répression contre nous. Je leur ai dit qu'il fallait nous retirer, revenir dans nos villages tout en continuant notre lutte pacifique. « Nous te répondrons dans deux heures », m'ont-ils dit. A 4 heures de l'après midi, ils m'appelèrent : « D'accord, nous nous retirons. Nous allons nous réunir pour rencontrer les policiers et leur annoncer que nous nous retirerons demain à 9h ». J'ai gardé trace de cet accord. « Très bien mes amis, retirons-nous. C'est la meilleure décision à prendre ». Et depuis je souffre, jusqu'à maintenant, je souffre.

Aussi quand ils m'appelèrent à 6h du

m'était jamais arrivé, je ne m'y attendais pas. Nous nous sommes rendus au siège de l'AIDSESEP où nous attendaient beaucoup de gens, la presse entre autres. C'est à ce moment-là que nous leur avons annoncé qu'il y avait eu 20 morts et de nombreux blessés bien sûr. A midi on m'a annoncé que dans deux heures on allait venir m'arrêter et me jeter en prison en tant qu'instigateur.

*Et qu'avez-vous décidé alors?*

Je me suis assis et j'ai réfléchi. Ma première idée fut de partir en Amazonie pour me réfugier auprès de mes frères, parce que j'étais préoccupé et que je n'avais



# Oui, je soutiens Survival

Nom   
Prénom   
Adresse   
  
Code   
Ville   
Pays

Avec un don de:  
 25 €  50 €  100 €  200 €  autre

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion)  
 Membre actif 50 €  
 Membre actif avec Ethnies 83 €  
 Membre bienfaiteur 120 €  
 Etudiants, chômeurs 23 €

Je souhaite m'abonner aux Nouvelles de Survival  
 Abonnement annuel (4 n°) 15 €  
 Abonnement de soutien 25 €  
 Port étranger/avion, ajouter 7 €

Total €

Ci-joint un chèque à l'ordre de Survival

Je préfère régler par carte bancaire

N°

Date d'expiration

Signature

Date

Je choisis le prélèvement automatique, envoyez-moi le formulaire

Remplissez ce bulletin en lettres capitales, découpez-le et retournez-le accompagné de votre règlement à :  
Survival 45 rue du Faubourg du Temple 75010 Paris



## Livres et revues

**Journal de la Société des Américanistes** Tome 95-2, 2009. Dossier "Race", "ethnie" et "communauté".

**Le Rendez-vous de Vicam.** (Rencontre de peuples indiens d'Amérique) de Joani Hocquenghem, éd. Rue des Cascades, 2008, 190 p. 10 €  
A l'appel des zapatistes du Chiapas, du congrès indigène du Mexique et de la communauté yaqui de Vicam se sont réunis en octobre 2007 plus de six cents représentants de 66 peuples de 12 pays du continent américain. L'auteur a rassemblé dans cet ouvrage les échanges de cette rencontre : 'récits d'humiliation et d'exploitation, de résistance et de rébellion, toutes d'émotion et de dignité, leurs paroles ouvrent un chemin d'émancipation'.

**Noir Eden** de Jacques Citoleux, éd. Jacques Citoleux, 2006. 18 €  
Roman librement inspiré de la lutte du suisse Bruno Manser en faveur des Penan de Bornéo, disparu en mai 2000 dans les forêts du Sarawak. 1 € est reversé sur la vente de ce livre au Bruno Manser Fonds qui contribue à la défense des Penan et à la sauvegarde des forêts du Sarawak.

**Okamag.** Le bimestriel des activités amérindiennes, n° 38, 3 €  
"Les sectes tentent d'éradiquer les valeurs amérindiennes".

**La Baleine.** Le journal des Amis de la Terre, n° 160, déc. 2009, 3,20 €. "Institutions financières et climat : le double langage".

**Solidarité Guatemala**, n° 187, déc. 2009. "Crise alimentaire ou problème structurel?"

**Nengone.** Le journal communal de Maré (Nouvelle Calédonie), n° 6, 2009. Dossier "Les vingt ans de Guahma".

**Courrier de la Planète**, n° 91, oct-déc. 2009, 10 €. "Sécurité alimentaire : au delà de l'urgence". Dossier Inde.

**Le droit à l'éducation.** Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), Genève, 64 p.

**Disparitions forcées ou involontaires**, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, fiche d'information n° 6/REV.3, 66 p.

**Le droit à la santé**, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, fiche d'information n°31, 57 p.

**Droits de l'homme, terrorisme et lutte antiterroriste**, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, fiche d'information n° 32, 71 p.

**Recherches amérindiennes au Québec**, n°2-3, 2008, 25 \$.  
"Traditions et transformations rituelles chez les Amérindiens et les Inuit du Canada".

**Down to Earth.** International Campaign for Ecological Justice in Indonesia, n° 83, déc. 2009, Royaume Uni. "Climate change impacts : voices from the villages".